

YouTube a discrÃ¨tement supprimÃ© plus de 700 vidÃ©os documentant les violations des droits humains commises par IsraÃ«l

Description

Le gÃ©ant technologique a supprimÃ© les comptes de trois Ã©minents groupes palestiniens de dÃ©fense des droits humains, cÃ©dant aux sanctions imposÃ©es par Trump.

Par Nikita Mazurov et Jonah Valdez, le 4 novembre 2025



Collage : The Intercept / Captures dâ??Ã©cran : Centre palestinien pour les droits de lâ??homme, Centre Al Mezan pour les droits de lâ??homme

Un documentaire mettant en scÃ¨ne des mÃ¨res ayant survÃ©cu au gÃ©nocide perpÃ©trÃ© par IsraÃ«l Ã Gaza. Une enquÃªte vidÃ©o rÃ©vÃ©lant le rÃ´le dâ??IsraÃ«l dans le meurtre dâ??un journaliste palestino-amÃ©ricain. Une autre vidÃ©o dÃ©voilant la destruction par IsraÃ«l de maisons palestiniennes en Cisjordanie occupÃ©e.

YouTube a discrÃ¨tement supprimÃ© toutes ces vidÃ©os dÃ©but octobre, en effaÃ§ant les comptes qui les avaient publiÃ©es de son site web, ainsi que les archives de leurs chaÃ®nes. Ces comptes appartenaient Ã trois groupes palestiniens de dÃ©fense des droits humains de premier plan : Al-Haq, Al Mezan Center for Human Rights et Palestinian Centre for Human Rights.

Cette mesure fait suite Ã une campagne du gouvernement amÃ©ricain visant Ã Ã©touffer la responsabilitÃ© dâ??IsraÃ«l dans les crimes de guerre prÃ©sumÃ©s commis contre les Palestiniens Ã Gaza et en Cisjordanie.

Les chaÃ®nes YouTube des organisations palestiniennes hÃ©bergeaient des heures dâ??images documentant et mettant en Ã©vidence de possibles violations du droit international par le

gouvernement israÃ©lien Ã Gaza et en Cisjordanie, notamment le meurtre de civils palestiniens.

Â« Je suis trÃ¨s choquÃ©e que YouTube fasse preuve dâ??un tel manque de courage Â», a dÃ©clarÃ© Sarah Leah Whitson, directrice exÃ©cutive de Democracy for the Arab World Now. Â« Il est vraiment difficile dâ??imaginer un motif sÃ©rieux pour affirmer que le partage dâ??informations provenant de ces organisations palestiniennes de dÃ©fense des droits humains violerait dâ??une maniÃ¨re ou dâ??une autre les sanctions. Il est dÃ©cevant et assez surprenant que YouTube cÃ¨de Ã cette dÃ©signation arbitraire de ces organisations palestiniennes et dÃ©cide dÃ©sormais de les censurer. Â»

AprÃ¨s que la Cour pÃ©nale internationale a Ã©mis des mandats dâ??arrÃªt et inculpÃ© le Premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu et lâ??ancien ministre israÃ©lien de la DÃ©fense Yoav Gallant pour crimes de guerre Ã Gaza, lâ??administration Trump a pris la dÃ©fense des actions dâ??IsraÃ«l en sanctionnant les responsables de la CPI et en ciblant les personnes et les organisations qui coopÃ¨rent avec la Cour.

Â« Il est scandaleux que YouTube soutienne la volontÃ© de lâ??administration Trump de supprimer de la vue du public les preuves de violations des droits humains et de crimes de guerre Â», a dÃ©clarÃ© Katherine Gallagher, avocate principale au Center for Constitutional Rights. Â« Le CongrÃ¨s nâ??Ã©tait pas censÃ© permettre au prÃ©sident de couper le flux dâ??informations vers le public amÃ©ricain et le monde entier. Au contraire, les informations, y compris les documents et les vidÃ©os, sont spÃ©cifiquement exemptÃ©es en vertu de la loi que le prÃ©sident a invoquÃ©e pour justifier les sanctions de la CPI. Â»

Â« Un revers alarmant Â»

YouTube, qui appartient Ã Google, a confirmÃ© Ã The Intercept avoir supprimÃ© les comptes des groupes Ã la suite des sanctions prises par le dÃ©partement dâ??Ã?tat Ã leur encontre aprÃ¨s examen. Lâ??administration Trump a imposÃ© ces sanctions aux organisations en septembre en raison de leur collaboration avec la Cour pÃ©nale internationale dans des affaires accusant des responsables israÃ©liens de crimes de guerre.

Â« Google sâ??engage Ã respecter les sanctions applicables et les lois sur la conformitÃ© commerciale Â», a dÃ©clarÃ© Boot Bullwinkle, porte-parole de YouTube, dans un communiquÃ©.

Selon la politique de Google en matiÃ¨re de conformitÃ© aux sanctions, Â« les produits Google destinÃ©s aux Ã©diteurs ne sont pas accessibles aux entitÃ©s ou aux personnes soumises Ã des restrictions en vertu des sanctions commerciales et des lois sur la conformitÃ© des exportations applicables Â».

Al Mezan, une organisation de dÃ©fense des droits humains Ã Gaza, a dÃ©clarÃ© Ã The Intercept que sa chaÃ®ne YouTube avait Ã©tÃ© brusquement supprimÃ©e le 7 octobre dernier sans notification prÃ©alable.

Â« La suppression de la chaÃ®ne nous empÃªche dâ??atteindre notre public cible et de remplir notre mission Â», a dÃ©clarÃ© un porte-parole du groupe, Â« et nous empÃªche dâ??atteindre nos objectifs et limite notre capacitÃ© Ã atteindre le public avec lequel nous souhaitons partager notre message Â».

La chaÃ®ne du groupe Al-Haq, basÃ© en Cisjordanie, a Ã©tÃ© supprimÃ©e le 3 octobre, a dÃ©clarÃ© un porte-parole du groupe, avec un message de YouTube indiquant que son Â« contenu enfreignait ses directives Â».

Â« La suppression par YouTube de la plateforme dâ??une organisation de dÃ©fense des droits humains, effectuÃ©e sans avertissement prÃ©alable, reprÃ©sente un grave dÃ©faut de principe et un recul alarmant pour les droits humains et la libertÃ© dâ??expression Â», dÃ©clare le porte-parole dâ??Al-Haq dans un communiquÃ©. Â« Les sanctions amÃ©ricaines sont utilisÃ©es pour paralyser le travail de dÃ©nonciation des violations commises en Palestine et rÃ©duire au silence les voix et les victimes palestiniennes, ce qui a un effet domino sur les plateformes qui agissent Ã©galement dans le cadre de ces mesures pour rÃ©duire davantage au silence les voix palestiniennes. Â»

Le Centre palestinien pour les droits de lâ??homme, que lâ??ONU dÃ©crit comme la plus ancienne organisation de dÃ©fense des droits humains Ã Gaza, dÃ©clare dans un communiquÃ© que la dÃ©cision de YouTube Â« protÃ¨ge les auteurs de violations des droits humains de toute obligation de rendre des comptes Â».

Â« La dÃ©cision de YouTube de fermer le compte du PCHR est essentiellement lâ??une des nombreuses consÃ©quences auxquelles notre organisation a Ã©tÃ© confrontÃ©e depuis la dÃ©cision du gouvernement amÃ©ricain de sanctionner nos organisations pour notre travail lÃ©gitime Â», a dÃ©clarÃ© Basel al-Sourani, responsable international du plaidoyer et conseiller juridique du groupe. Â« YouTube a dÃ©clarÃ© que nous ne respections pas sa politique en matiÃ¨re de rÃ¨gles communautaires, alors que tout notre travail consistait essentiellement Ã prÃ©senter des rapports factuels et fondÃ©s sur des preuves concernant les crimes commis contre le peuple palestinien, en particulier depuis le dÃ©but du gÃ©nocide en cours le 7 octobre. Â»

Â« En agissant ainsi, YouTube se rend complice du silence imposÃ© aux victimes palestiniennes Â», ajoute M. al-Sourani.

Regarder au-delÃ des Ã?tats-Unis

Selon un dÃ©compte effectuÃ© par The Intercept, la suppression des comptes des trois groupes de dÃ©fense des droits humains a entraÃ®nÃ© la disparition de plus de 700 vidÃ©os.

Les vidÃ©os supprimÃ©es couvrent un large Ã©ventail de sujets, allant dâ??enquÃªtes, telles quâ??une analyse du meurtre par IsraÃ«l de la journaliste amÃ©ricaine Shireen Abu Akleh, Ã des tÃ©moignages de Palestiniens torturÃ©s par les forces israÃ©liennes, en passant par des documentaires comme Â« The Beach Â», qui raconte lâ??histoire dâ??enfants jouant sur une plage et tuÃ©s par une frappe israÃ©lienne.

Certaines vidÃ©os sont encore disponibles grÃ¢ce Ã des copies enregistrÃ©es sur lâ??Internet Archiveâ??s Wayback Machine ou sur dâ??autres plateformes, telles que Facebook et Vimeo. La suppression nâ??a affectÃ© que les chaÃ®nes officielles des organisations ; les vidÃ©os produites par les organisations Ã but non lucratif mais hÃ©bergÃ©es sur dâ??autres chaÃ®nes YouTube restent actives. Cependant, il nâ??existe pas dâ??index cumulatif des vidÃ©os supprimÃ©es par YouTube, et beaucoup semblent ne pas Ãªtre disponibles ailleurs en ligne.

Les groupes craignent que les vidÃ©os publiÃ©es ailleurs en ligne ne soient bientÃ´t supprimÃ©es, car la plupart des plateformes qui les hÃ©bergent sont Ã©galement des services basÃ©s aux Ã?tats-Unis. Lâ??ICC a elle-mÃªme commencÃ© Ã Ã©tudier la possibilitÃ© de recourir Ã des prestataires de services hors des Ã?tats-Unis.

Al-Haq a dÃ©clarÃ© quâ??elle chercherait Ã©galement des alternatives aux entreprises amÃ©ricaines pour hÃ©berger son travail.

YouTube nâ??est pas la seule entreprise technologique amÃ©ricaine Ã empÃªcher les groupes de dÃ©fense des droits des Palestiniens dâ??utiliser ses services. Le porte-parole dâ??Al-Haq a dÃ©clarÃ© que Mailchimp, le service de liste de diffusion, avait Ã©galement supprimÃ© le compte du groupe en septembre. (Mailchimp et sa sociÃ©tÃ© mÃ¨re, Intuit, nâ??ont pas immÃ©diatement rÃ©pondu Ã une demande de commentaire).

CÃ©der Ã la demande de Trump

Les gouvernements amÃ©ricain et israÃ©lien se protÃ¨gent depuis longtemps de la CPI et de toute obligation de rendre des comptes pour leurs crimes de guerre prÃ©sumÃ©s. Aucun des deux pays nâ??est signataire du Statut de Rome, le traitÃ© international qui a instituÃ© la Cour.

En novembre 2024, les procureurs de la CPI ont Ã©mis des mandats dâ??arrÃªt contre Netanyahu et Gallant, accusant les dirigeants dâ??avoir intentionnellement affamÃ© des civils en empÃªchant lâ??aide humanitaire dâ??entrer Ã Gaza. Les administrations Biden et Trump ont toutes deux rejetÃ© la lÃ©gitimitÃ© de ces mandats.

Depuis sa rÃ©Ã©lection, Trump a adoptÃ© une posture plus agressive Ã lâ??Ã©gard des accusations contre IsraÃ«l. Au dÃ©but de son second mandat, Trump a renouvelÃ© les sanctions contre la CPI et a pris de nouvelles mesures plus sÃ©vÃ¨res Ã lâ??encontre des fonctionnaires de la Cour et de toute personne accusÃ©e de les aider dans leurs efforts. En septembre, dans un nouveau dÃ©cret, il a spÃ©cifiquement sanctionnÃ© les trois groupes palestiniens.

Les mesures prises par les Ã?tats-Unis font suite Ã la dÃ©signation par IsraÃ«l dâ??Al-Haq comme Â« organisation terroriste Â» en 2021 et Ã une campagne de dÃ©nigrement en ligne menÃ©e par des militants pro-israÃ©liens qui tentent dâ??Ã©tablir un lien entre le Centre palestinien pour les droits de lâ??homme et des groupes militants.

Les sanctions gÃ¨lent les avoirs des organisations aux Ã?tats-Unis et interdisent aux personnes sanctionnÃ©es de se rendre dans le pays. Les juges fÃ©dÃ©raux ont dÃ©jÃ rendu des injonctions prÃ©liminaires dans deux affaires en faveur des plaignants qui ont fait valoir que les sanctions avaient violÃ© leurs droits garantis par le premier amendement.

Â« Lâ??administration Trump sâ??efforce de contribuer Ã la censure des informations sur les atrocitÃ©s commises par IsraÃ«l en Palestine, et les sanctions contre ces organisations sont dÃ©libÃ©rÃ©ment conÃ§ues pour rendre leur association effrayante aux yeux des AmÃ©ricains qui sâ??inquiÃ¨tent des lois sur le soutien matÃ©riel Â», a dÃ©clarÃ© Whitson, de DAWN, qui a rejoint une coalition dâ??organisations en septembre pour exiger que lâ??administration Trump lÃ¨ve ses sanctions.

Comme beaucoup dâ??entreprises technologiques, YouTube sâ??est montrÃ© disposÃ© Ã se conformer aux exigences de lâ??administration Trump et dâ??IsraÃ«l. YouTube sâ??est coordonnÃ© avec une campagne organisÃ©e par des travailleurs israÃ©liens du secteur technologique afin de supprimer les contenus jugÃ©s critiques Ã lâ??Ã©gard dâ??IsraÃ«l sur les rÃ©seaux sociaux. Aux Ã?tats-Unis, Google, la sociÃ©tÃ© mÃ¨re de YouTube, a secrÃ¨tement transmis des informations personnelles issues de comptes Gmail Ã lâ??agence amÃ©ricaine de contrÃ´le de lâ??immigration et des douanes (ICE) dans le but dâ??arrÃªter un Ã©tudiant militant pro-palestinien.

MÃªme avant la campagne gÃ©nocidaire dâ??IsraÃ«l Ã Gaza, YouTube avait Ã©tÃ© accusÃ© dâ?? appliquer de maniÃ¨re inÃ©gale ses directives communautaires afin de censurer les voix palestiniennes tout en sâ??abstenant dâ??exercer un contrÃ´le similaire sur les contenus pro-israÃ©liens. Selon un rapport de Wired, cette tendance sâ??est poursuivie pendant la guerre.

Au dÃ©but de lâ??annÃ©e, YouTube a fermÃ© le compte officiel de lâ??Addameer Prisoner Support and Human Rights Association. Cette dÃ©cision a Ã©tÃ© prise aprÃ¨s que lâ??organisation UK Lawyers for Israel (Avocats britanniques pour IsraÃ«l) ait Ã©crit Ã YouTube pour souligner que lâ??organisation avait Ã©tÃ© sanctionnÃ©e par le dÃ©partement dâ??Ã?tat.

Whitson a averti que la capitulation de YouTube pourrait crÃ©er un prÃ©cÃ©dent et pousser dâ??autres entreprises technologiques Ã se plier Ã la censure.

Â« Ils permettent en fait Ã lâ??administration Trump de dicter les informations quâ??ils partagent avec le public mondial Â», a-t-elle dÃ©clarÃ©. Â« Cela ne sâ??arrÃªtera pas Ã la Palestine. Â»

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : The Intercept

date crÃ©Ã©e
2025/11/10